

**No. 49629\***

---

**France  
and  
Serbia**

**Agreement on strategic partnership and cooperation between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Serbia. Paris, 8 April 2011**

**Entry into force:** *7 December 2011, in accordance with article 18*

**Authentic texts:** *French and Serbian*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 8 June 2012*

\*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.

---

**France  
et  
Serbie**

**Accord de partenariat stratégique et de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Serbie. Paris, 8 avril 2011**

**Entrée en vigueur :** *7 décembre 2011, conformément à l'article 18*

**Textes authentiques :** *français et serbe*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 8 juin 2012*

\* Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

**ACCORD DE PARTENARIAT STRATÉGIQUE  
ET DE COOPÉRATION**

**ENTRE**

**LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**ET**

**LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE SERBIE**

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Serbie,

Ci-après dénommés les Parties,

Unis par leurs valeurs communes et la volonté de contribuer à la paix, la prospérité, la stabilité en Europe et dans le monde,

Réaffirmant la vocation européenne des pays des Balkans occidentaux reconnue par le Conseil européen de Thessalonique en 2003,

Soulignant l'importance de l'adhésion prochaine de la République de Serbie à l'Union européenne et la nécessité de s'y préparer au mieux,

Désireux de donner un nouvel élan aux relations d'amitié et de confiance qui les unissent,

Décidant d'inscrire ces relations dans un cadre novateur, à travers une coopération stratégique orientée vers des actions concrètes et diversifiées, notamment en matière de soutien à l'intégration européenne de la République de Serbie, de promotion des échanges économiques, de coopération culturelle et éducative, et dans le domaine de la défense, de la sécurité et des affaires intérieures,

Sont convenus de ce qui suit :

## **Chapitre I : Soutien à l'intégration européenne de la République de Serbie**

### **Article 1**

Les Parties intensifient leur coopération en vue d'accompagner la préparation à l'intégration européenne de la République de Serbie, en s'attachant en particulier aux domaines suivants :

la reprise de l'acquis communautaire, en particulier l'harmonisation de la législation nationale de la République de Serbie avec la législation européenne ;

l'adaptation des structures administratives au fonctionnement institutionnel de l'UE, ainsi que l'amélioration des indicateurs de performance dans la fonction publique ;

le partage des meilleures pratiques concernant la mise en place des normes européennes ;

l'utilisation des instruments financiers européens ;

l'information du public sur l'Union européenne.

### **Article 2**

La mise en place des actions définies à l'article 1 peut prendre la forme suivante :

échange d'informations et d'expériences, en particulier sur la coordination interministérielle pour le suivi des affaires européennes ;

actions spécifiques de formation professionnelle en République de Serbie, y compris l'organisation de cours de français ou en langue française pour des diplomates, hauts fonctionnaires et fonctionnaires internationaux serbes ;

participation de fonctionnaires serbes en charge de l'intégration européenne à des formations organisées en République française, en particulier à l'École nationale d'administration ;

mise en place par la République française d'assistants techniques ;

échanges de fonctionnaires, en particulier entre le Secrétariat général aux affaires européennes, pour la République française, et le Bureau d'Intégration Européenne et le Ministère des Affaires étrangères, pour la République de Serbie, qui peuvent, selon les besoins, concerner les fonctionnaires des services pour l'intégration européenne des autres ministères du Gouvernement de la République de Serbie.

Ces différentes actions peuvent être menées soit dans le cadre d'accords spécifiques, soit, lorsque c'est possible, dans le cadre d'arrangements administratifs signés entre ministres français et serbes en particulier dans les domaines de la consolidation de l'État de droit, de la santé, de l'éducation et de la culture.

### **Article 3**

Les Parties intensifient leur dialogue politique sur les thèmes de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'Union européenne, avec pour objectif de favoriser la convergence de leurs positions et, dans ce cas, de faciliter l'association de la République de Serbie aux actions communes de l'Union, en particulier sa participation aux opérations de gestion des crises menées par l'Union.

## **Chapitre II : Développement de la coopération et échanges de données sur les questions économiques, énergétiques et en matière d'environnement**

### **Article 4**

Dans le but de développer leur coopération économique et leurs échanges commerciaux, en favorisant notamment le développement durable et le renforcement de la compétitivité de leurs entreprises, les Parties s'attachent tout particulièrement à :

encourager les investissements, en garantissant un climat favorable (concurrence loyale, sécurité juridique, transparence du marché immobilier, respect de la propriété intellectuelle) ;

développer le recours aux partenariats public-privé et aux concessions, notamment pour les grands projets en infrastructures dans les secteurs de l'énergie, des nouvelles technologies de l'information et des communications, des transports et de l'environnement ;

renforcer la coopération bilatérale dans le domaine des infrastructures urbaines et en particulier la réalisation du projet de métro de Belgrade, pour lequel la France sera le partenaire stratégique de la Serbie une fois que le Gouvernement français, le Gouvernement serbe et la mairie de Belgrade auront signé la déclaration d'intention contenant les modalités mutuellement acceptables et convenues du projet de métro ;

multiplier les opérations de prospection et d'information sur les marchés visant à promouvoir les échanges entre les communautés d'affaires et à renforcer la coopération des chambres de commerce dans les secteurs de l'industrie et des services ;

favoriser la coopération industrielle et technique à travers la coproduction, les coentreprises, l'exploitation en commun et le transfert de savoir faire et de technologie ;

examiner les moyens d'améliorer l'accès des opérateurs économiques serbes aux pays francophones, dont la République française, notamment dans le cadre du Forum francophone des Affaires ;

coopérer dans le domaine de la géologie.

#### **Article 5**

En cohérence avec la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive, les Parties attachent une importance toute particulière au développement de projets innovants en particulier dans les secteurs des télécommunications, de l'environnement, des transports et de l'agriculture, y compris le développement rural.

#### **Article 6**

Les Parties œuvrent en faveur de la mise en place d'un cadre législatif destiné à la reprise de l'acquis communautaire en matière d'énergie, comme cela est stipulé dans le Traité instaurant la Communauté de l'énergie, auquel la République de Serbie est Partie. Cela permet de reprendre les principaux objectifs de la politique européenne de l'énergie, à savoir :

- garantir la sécurité des approvisionnements énergétiques ;
- moderniser les infrastructures de production et de stockage ainsi que les réseaux de distribution afin d'assurer un niveau optimal de compétitivité au marché de l'énergie;
- promouvoir la durabilité des bouquets énergétiques via des techniques innovantes.

À cette fin, les échanges de technologies sont encouragés. Ils permettent notamment d'améliorer la productivité des infrastructures.

#### **Article 7**

Dans le domaine de l'environnement, les Parties inscrivent leur coopération dans le cadre de la reprise de l'acquis communautaire prévu dans le Traité instaurant la Communauté de l'énergie. Ceci concerne notamment la mise en œuvre du paquet « énergie-climat » adopté par le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne en décembre 2008. Ce processus peut s'accompagner d'un renforcement des relations entre les Parties à travers les aspects suivants :

encouragement de la coopération scientifique et technique dans le domaine des énergies faiblement carbonées, et renforcement des relations entre les institutions scientifiques des deux pays ;

transferts de technologies innovantes et investissements croisés afin de favoriser le développement industriel en matière d'énergies renouvelables (solaire, éolienne, biomasse, géothermique, hydraulique) et du nucléaire civil;

promotion de l'environnement ainsi que de l'éducation et l'implication des citoyens dans la protection de l'environnement ;

aide à la mise en place de la nouvelle législation sur les énergies renouvelables favorisant les investissements dans la croissance durable et « l'économie verte ».

### **Chapitre III : Coopération dans le domaine de la défense**

#### **Article 8**

Les Parties veillent à promouvoir leur partenariat en matière de défense et attribuent une place particulière à l'accroissement de leurs relations dans le domaine de la défense. Conscients des défis sécuritaires croissants et des besoins militaires de plus en plus spécifiques qui y sont liés, les deux Parties développent conjointement leurs capacités en vue de satisfaire aux exigences des engagements extérieurs, humanitaires ou de maintien de la paix.

À cette fin, les Parties coopèrent :  
dans le domaine de la politique de défense,  
dans le développement des structures et capacités de défense.

Elles s'emploient à accroître le niveau d'interopérabilité de leurs forces terrestres et aériennes, en particulier au travers :

d'actions communes de formation initiale et continue des personnels,  
de recherche et d'entraînement,  
du développement de leur coopération dans le domaine de l'armement.

Les domaines et modalités de mise en œuvre de la coopération dans le domaine de la défense sont définis par la voie d'accords ou d'arrangements administratifs.

#### **Chapitre IV : Coopération universitaire, scientifique, linguistique et culturelle**

##### **Article 9**

Afin de renforcer l'intégration de la République de Serbie à l'espace européen de l'enseignement supérieur, les Parties encouragent la coopération entre leurs communautés et institutions universitaires et scientifiques.

À cet effet, elles soutiennent les échanges d'étudiants, principalement de niveau master et doctorat, de professeurs et de chercheurs, dans le cadre de partenariats entre établissements ou institutions d'enseignement supérieur ou de recherche. Elles coordonnent leurs actions de soutien à ces mobilités, en particulier leurs programmes de bourses pour les étudiants. Elles encouragent la participation commune de partenaires serbes et français aux projets financés par les programmes européens.

##### **Article 10**

Les Parties encouragent l'enseignement et la diffusion sur leur territoire de la langue de l'autre partie. À cet effet, elles soutiennent le développement des classes bilingues en République de Serbie ainsi que la mise en place de formations pédagogiques pour les enseignants de français et l'intégration du Diplôme d'études en langue française (DELF) scolaire dans les établissements du système éducatif de la République de Serbie. Elles réaffirment leur appui aux chaires de français de la République de Serbie et aux chaires de la langue serbe en République française, et favorisent le rapprochement de leur système d'enseignement dans le cadre de l'espace européen de l'enseignement supérieur. Elles favorisent la présence de lecteurs dans les universités en République française et en République de Serbie.

##### **Article 11**

Les Parties agissent conjointement en vue de la création d'un lycée franco-serbe à Belgrade qui aura pour mission de former des élèves à la langue et à la culture françaises. Elles coopèrent pour assurer à cet établissement les locaux nécessaires à son développement.

##### **Article 12**

Les Parties développent leur coopération dans le domaine des échanges culturels. À cet effet, elles s'appuient plus particulièrement sur leurs ministres compétents (et leurs directions services de représentation) et leurs institutions nationales dans le domaine de la culture.

Elles accordent une importance particulière à la promotion de la diversité culturelle comme objectif majeur des politiques culturelles des deux pays. A cette fin, les Parties encouragent en particulier la mobilité des artistes et des œuvres d'art.

Elles soutiennent les contacts entre institutions, experts et artistes en vue de promouvoir le débat d'idée et la réflexion sur les sujets contemporains et notamment les enjeux de la globalisation.

Les Parties promeuvent la coopération dans le domaine de la préservation de leur héritage culturel qui comprend leur patrimoine culturel et historique et leur identité.

### **Article 13**

Les Parties coopèrent dans le cadre de la Francophonie institutionnelle. Le Gouvernement de la République française s'attache à favoriser une meilleure insertion de la République de Serbie dans ce cadre et facilite l'utilisation de ses instruments et des opérateurs de la Francophonie, en particulier l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) et l'Association internationale des Maires francophones (AIMF).

## **Chapitre V : Consolidation des relations dans les domaines de la sécurité et des affaires intérieures**

### **Article 14**

Les Parties coopèrent dans la lutte contre les différentes formes de criminalité organisée, y compris à travers l'accord de sécurité intérieure, avec pour objectifs de :

- renforcer la coopération opérationnelle entre les deux pays notamment contre les différents trafics dans les Balkans. Les Parties veillent à prendre en compte dans leur action la dimension régionale de ces phénomènes, en promouvant notamment une coopération régionale renforcée dans la lutte contre la criminalité organisée ;
- accompagner la République de Serbie dans sa réforme de la formation des personnels, de la coopération inter- services, de la professionnalisation de ses unités d'intervention, de la protection des données personnelles, afin de se mettre en conformité avec les normes européennes dans ces domaines et de faciliter son intégration ultérieure dans les systèmes d'échanges d'informations.

### **Article 15**

Les Parties étudient les moyens d'agir en commun et de renforcer leur coopération dans le domaine de la sécurité civile et de la réponse aux catastrophes naturelles et/ou accidents technologiques majeurs, ainsi que le soutien au développement en République de Serbie des capacités de géo-information, de météorologie et de services climatiques appliqués à cette activité.

### **Article 16**

Dans le cadre de la libéralisation des régimes de visas entre la République de Serbie et ses partenaires du groupe de Schengen, les Parties agissent conjointement pour assurer une meilleure maîtrise des mouvements migratoires, y compris à travers un fonctionnement efficace des procédures de réadmission.

**Chapitre VI : Dispositions finales**

**Article 17**

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent accord est réglé par les Parties par la négociation, par voie diplomatique.

**Article 18**

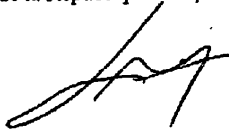
Chacune des Parties contractantes notifie à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord, qui prend effet trente jours à compter de la réception de la dernière notification.

Cet accord peut être dénoncé par l'une ou l'autre des Parties contractantes avec un préavis de trois mois par la voie diplomatique.

En foi de quoi, les représentants des deux Parties, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leur signature au bas du présent accord.

Fait à PARIS..... le 8 Avril 2011.... en double exemplaire identique, en langues française et serbe, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement  
de la République française



Laurent WAUQUIEZ  
Ministre chargé des Affaires européennes

Pour le Gouvernement  
de la République de Serbie



VUK JEREMIC  
Ministre des Affaires étrangères



COPIE CERTIFIEE CONFORME A L'ORIGINAL  
CONSERVE AUX ARCHIVES  
DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES  
ET EUROPEENNES DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE  
Paris, le  
Le Directeur des Archives

*F. L. L.*

[ SERBIAN TEXT – TEXTE SERBE ]

**ACCORD DE PARTENARIAT STRATÉGIQUE  
ET DE COOPÉRATION**

**ENTRE**

**LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**ET**

**LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE SERBIE**

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Serbie,

Ci-après dénommés les Parties,

Unis par leurs valeurs communes et la volonté de contribuer à la paix, la prospérité, la stabilité en Europe et dans le monde,

Réaffirmant la vocation européenne des pays des Balkans occidentaux reconnue par le Conseil européen de Thessalonique en 2003,

Soulignant l'importance de l'adhésion prochaine de la République de Serbie à l'Union européenne et la nécessité de s'y préparer au mieux,

Désireux de donner un nouvel élan aux relations d'amitié et de confiance qui les unissent,

Décidant d'inscrire ces relations dans un cadre novateur, à travers une coopération stratégique orientée vers des actions concrètes et diversifiées, notamment en matière de soutien à l'intégration européenne de la République de Serbie, de promotion des échanges économiques, de coopération culturelle et éducative, et dans le domaine de la défense, de la sécurité et des affaires intérieures,

Sont convenus de ce qui suit :

## **Chapitre I : Soutien à l'intégration européenne de la République de Serbie**

### **Article 1**

Les Parties intensifient leur coopération en vue d'accompagner la préparation à l'intégration européenne de la République de Serbie, en s'attachant en particulier aux domaines suivants :

- la reprise de l'acquis communautaire, en particulier l'harmonisation de la législation nationale de la République de Serbie avec la législation européenne ;
- l'adaptation des structures administratives au fonctionnement institutionnel de l'UE, ainsi que l'amélioration des indicateurs de performance dans la fonction publique ;
- le partage des meilleures pratiques concernant la mise en place des normes européennes ;
- l'utilisation des instruments financiers européens ;
- l'information du public sur l'Union européenne.

### **Article 2**

La mise en place des actions définies à l'article 1 peut prendre la forme suivante :

- échange d'informations et d'expériences, en particulier sur la coordination interministérielle pour le suivi des affaires européennes ;
- actions spécifiques de formation professionnelle en République de Serbie, y compris l'organisation de cours de français ou en langue française pour des diplomates, hauts fonctionnaires et fonctionnaires internationaux serbes ;

- participation de fonctionnaires serbes en charge de l'intégration européenne à des formations organisées en République française, en particulier à l'École nationale d'administration ;
- mise en place par la République française d'assistants techniques ;
- échanges de fonctionnaires, en particulier entre le Secrétariat général aux affaires européennes, pour la République française, et le Bureau d'Intégration Européenne et le Ministère des Affaires étrangères, pour la République de Serbie, qui peuvent, selon les besoins, concerner les fonctionnaires des services pour l'intégration européenne des autres ministères du Gouvernement de la République de Serbie.

Ces différentes actions peuvent être menées soit dans le cadre d'accords spécifiques, soit, lorsque c'est possible, dans le cadre d'arrangements administratifs signés entre ministres français et serbes en particulier dans les domaines de la consolidation de l'État de droit, de la santé, de l'éducation et de la culture.

### Article 3

Les Parties intensifient leur dialogue politique sur les thèmes de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'Union européenne, avec pour objectif de favoriser la convergence de leurs positions et, dans ce cas, de faciliter l'association de la République de Serbie aux actions communes de l'Union, en particulier sa participation aux opérations de gestion des crises menées par l'Union.

## Chapitre II : Développement de la coopération et échanges de données sur les questions économiques, énergétiques et en matière d'environnement

### Article 4

Dans le but de développer leur coopération économique et leurs échanges commerciaux, en favorisant notamment le développement durable et le renforcement de la compétitivité de leurs entreprises, les Parties s'attachent tout particulièrement à :

- encourager les investissements, en garantissant un climat favorable (concurrence loyale, sécurité juridique, transparence du marché immobilier, respect de la propriété intellectuelle) ;
- développer le recours aux partenariats public-privé et aux concessions, notamment pour les grands projets en infrastructures dans les secteurs de l'énergie, des nouvelles technologies de l'information et des communications, des transports et de l'environnement ;
- renforcer la coopération bilatérale dans le domaine des infrastructures urbaines et en particulier la réalisation du projet de métro de Belgrade, pour lequel la France sera le partenaire stratégique de la Serbie une fois que le Gouvernement français, le Gouvernement serbe et la mairie de Belgrade auront signé la déclaration d'intention contenant les modalités mutuellement acceptables et convenues du projet de métro ;
- multiplier les opérations de prospection et d'information sur les marchés visant à promouvoir les échanges entre les communautés d'affaires et à renforcer la coopération des chambres de commerce dans les secteurs de l'industrie et des services ;
- favoriser la coopération industrielle et technique à travers la coproduction, les contreprises, l'exploitation en commun et le transfert de savoir faire et de technologie ;
- examiner les moyens d'améliorer l'accès des opérateurs économiques serbes aux pays francophones, dont la République française, notamment dans le cadre du Forum francophone des Affaires ;
- coopérer dans le domaine de la géologie.

### **Article 5**

En cohérence avec la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive, les Parties attachent une importance toute particulière au développement de projets innovants en particulier dans les secteurs des télécommunications, de l'environnement, des transports et de l'agriculture, y compris le développement rural.

### **Article 6**

Les Parties œuvrent en faveur de la mise en place d'un cadre législatif destiné à la reprise de l'acquis communautaire en matière d'énergie, comme cela est stipulé dans le Traité instaurant la Communauté de l'énergie, auquel la République de Serbie est Partie. Cela permet de reprendre les principaux objectifs de la politique européenne de l'énergie, à savoir :

- garantir la sécurité des approvisionnements énergétiques ;
- moderniser les infrastructures de production et de stockage ainsi que les réseaux de distribution afin d'assurer un niveau optimal de compétitivité au marché de l'énergie;
- promouvoir la durabilité des bouquets énergétiques via des techniques innovantes.

À cette fin, les échanges de technologies sont encouragés. Ils permettent notamment d'améliorer la productivité des infrastructures.

### **Article 7**

Dans le domaine de l'environnement, les Parties inscrivent leur coopération dans le cadre de la reprise de l'acquis communautaire prévu dans le Traité instaurant la Communauté de l'énergie. Ceci concerne notamment la mise en œuvre du paquet « énergie-climat » adopté par le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne en décembre 2008. Ce processus peut s'accompagner d'un renforcement des relations entre les Parties à travers les aspects suivants :

- encouragement de la coopération scientifique et technique dans le domaine des énergies faiblement carbonées, et renforcement des relations entre les institutions scientifiques des deux pays ;
- transferts de technologies innovantes et investissements croisés afin de favoriser le développement industriel en matière d'énergies renouvelables (solaire, éolienne, biomasse, géothermique, hydraulique) et du nucléaire civil;
- promotion de l'environnement ainsi que de l'éducation et l'implication des citoyens dans la protection de l'environnement ;
- aide à la mise en place de la nouvelle législation sur les énergies renouvelables favorisant les investissements dans la croissance durable et « l'économie verte ».

## **Chapitre III : Coopération dans le domaine de la défense**

### **Article 8**

Les Parties veillent à promouvoir leur partenariat en matière de défense et attribuent une place particulière à l'accroissement de leurs relations dans le domaine de la défense. Conscients des défis sécuritaires croissants et des besoins militaires de plus en plus spécifiques qui y sont liés, les deux Parties développent conjointement leurs capacités en vue de satisfaire aux exigences des engagements extérieurs, humanitaires ou de maintien de la paix.

À cette fin, les Parties coopèrent :

- dans le domaine de la politique de défense,
- dans le développement des structures et capacités de défense.

Elles s'emploient à accroître le niveau d'interopérabilité de leurs forces terrestres et aériennes, en particulier au travers :

- d'actions communes de formation initiale et continue des personnels,
- de recherche et d'entraînement,
- du développement de leur coopération dans le domaine de l'armement.

Les domaines et modalités de mise en œuvre de la coopération dans le domaine de la défense sont définis par la voie d'accords ou d'arrangements administratifs.

#### **Chapitre IV : Coopération universitaire, scientifique, linguistique et culturelle**

##### **Article 9**

Afin de renforcer l'intégration de la République de Serbie à l'espace européen de l'enseignement supérieur, les Parties encouragent la coopération entre leurs communautés et institutions universitaires et scientifiques.

À cet effet, elles soutiennent les échanges d'étudiants, principalement de niveau master et doctorat, de professeurs et de chercheurs, dans le cadre de partenariats entre établissements ou institutions d'enseignement supérieur ou de recherche. Elles coordonnent leurs actions de soutien à ces mobilités, en particulier leurs programmes de bourses pour les étudiants. Elles encouragent la participation commune de partenaires serbes et français aux projets financés par les programmes européens.

##### **Article 10**

Les Parties encouragent l'enseignement et la diffusion sur leur territoire de la langue de l'autre partie. À cet effet, elles soutiennent le développement des classes bilingues en République de Serbie ainsi que la mise en place de formations pédagogiques pour les enseignants de français et l'intégration du Diplôme d'études en langue française (DELF) scolaire dans les établissements du système éducatif de la République de Serbie. Elles réaffirment leur appui aux chaires de français de la République de Serbie et aux chaires de la langue serbe en République française, et favorisent le rapprochement de leur système d'enseignement dans le cadre de l'espace européen de l'enseignement supérieur. Elles favorisent la présence de lecteurs dans les universités en République française et en République de Serbie.

##### **Article 11**

Les Parties agissent conjointement en vue de la création d'un lycée franco-serbe à Belgrade qui aura pour mission de former des élèves à la langue et à la culture françaises. Elles coopèrent pour assurer à cet établissement les locaux nécessaires à son développement.

##### **Article 12**

Les Parties développent leur coopération dans le domaine des échanges culturels. À cet effet, elles s'appuient plus particulièrement sur leurs ministres compétents (et leurs directions services de représentation) et leurs institutions nationales dans le domaine de la culture.

Elles accordent une importance particulière à la promotion de la diversité culturelle comme objectif majeur des politiques culturelles des deux pays. A cette fin, les Parties encouragent en particulier la mobilité des artistes et des œuvres d'art.

Elles soutiennent les contacts entre institutions, experts et artistes en vue de promouvoir le débat d'idée et la réflexion sur les sujets contemporains et notamment les enjeux de la globalisation.

Les Parties promeuvent la coopération dans le domaine de la préservation de leur héritage culturel qui comprend leur patrimoine culturel et historique et leur identité.

#### **Article 13**

Les Parties coopèrent dans le cadre de la Francophonie institutionnelle. Le Gouvernement de la République française s'attache à favoriser une meilleure insertion de la République de Serbie dans ce cadre et facilite l'utilisation de ses instruments et des opérateurs de la Francophonie, en particulier l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) et l'Association internationale des Maires francophones (AIMF).

### **Chapitre V : Consolidation des relations dans les domaines de la sécurité et des affaires intérieures**

#### **Article 14**

Les Parties coopèrent dans la lutte contre les différentes formes de criminalité organisée, y compris à travers l'accord de sécurité intérieure, avec pour objectifs de :

- renforcer la coopération opérationnelle entre les deux pays notamment contre les différents trafics dans les Balkans. Les Parties veillent à prendre en compte dans leur action la dimension régionale de ces phénomènes, en promouvant notamment une coopération régionale renforcée dans la lutte contre la criminalité organisée ;
- accompagner la République de Serbie dans sa réforme de la formation des personnels, de la coopération inter-services, de la professionnalisation de ses unités d'intervention, de la protection des données personnelles, afin de se mettre en conformité avec les normes européennes dans ces domaines et de faciliter son intégration ultérieure dans les systèmes d'échanges d'informations.

#### **Article 15**

Les Parties étudient les moyens d'agir en commun et de renforcer leur coopération dans le domaine de la sécurité civile et de la réponse aux catastrophes naturelles et/ou accidents technologiques majeurs, ainsi que le soutien au développement en République de Serbie des capacités de géo-information, de météorologie et de services climatiques appliqués à cette activité.

#### **Article 16**

Dans le cadre de la libéralisation des régimes de visas entre la République de Serbie et ses partenaires du groupe de Schengen, les Parties agissent conjointement pour assurer une meilleure maîtrise des mouvements migratoires, y compris à travers un fonctionnement efficace des procédures de réadmission.

**Chapitre VI : Dispositions finales**

**Article 17**

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent accord est réglé par les Parties par la négociation, par voie diplomatique.

**Article 18**

Chacune des Parties contractantes notifie à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord, qui prend effet trente jours à compter de la réception de la dernière notification.

Cet accord peut être dénoncé par l'une ou l'autre des Parties contractantes avec un préavis de trois mois par la voie diplomatique.

En foi de quoi, les représentants des deux Parties, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leur signature au bas du présent accord.

Fait à PARIS..... le 8.11.2011..... en double exemplaire identique, en langues française et serbe, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement  
de la République française



Laurent WAUQUIEZ  
Ministre chargé des Affaires européennes

Pour le Gouvernement  
de la République de Serbie



VUK JEREMIC  
Ministre des Affaires étrangères



**СПОРАЗУМ О СТРАТЕШКОМ ПАРТНЕРСТВУ И САРАДЊИ  
ИЗМЕЂУ ВЛАДЕ РЕПУБЛИКЕ ФРАНЦУСКЕ И  
ВЛАДЕ РЕПУБЛИКЕ СРБИЈЕ**

Влада Републике Француске и Влада Републике Србије,

У даљем тексту: Стране

Уједињене заједничким вредностима и вољом да допринесу миру, просперитету, стабилности у Европи и свету,

Изнова потврђујући европски пут земаља Западног Балкана који је Европски савет потврдио 2003. године у Солуну,

Подвлачћи значај скорог приступања Републике Србије Европској унији и потребу да се за то боље припреми,

У жељи да дају пови подстрек односима пријатељства и поверења који их уједињују,

Одлучивши да овим односима дају један нови оквир кроз стратешку сарадњу окренуту ка конкретним и разноликим активностима, нарочито по питању подршке европским интеграцијама Републике Србије, поспешивања економске размене, културне и образовне сарадње, као и сарадње у области одбране, безбедности и унутрашњих послова,

Договориле су следеће:

**Поглавље I: Подршка европским интеграцијама Републике Србије**

**Члан 1.**

Стране јачају сарадњу у циљу праћења припрема за европске интеграције Републике Србије, посебно се залажући за следеће области:

- преузимање правних тековина Европске уније (*acquis communautaire*), а нарочито усаглашавање националног законодавства Републике Србије са европским законодавством;
- прилагођавање административних структура институционалном функционисању Европске уније, као и побољшање показатеља ефикасности рада јавних служби;
- размена знања о најбољим начинима примене европских стандарда;
- употреба европских финансијских инструмената;
- информисање јавног мњења о Европској унији.

**Члан 2.**

Сарадња из члана 1. овог споразума може се одвијати на следећи начин:

- разменом информација и искустава, нарочито о координацији између министарстава надлежних за праћење европских послова;
- кроз специфичне активности професионалне обуке у Републици Србији, укључујући часове француског језика или предавања на француском за

дипломате, функционере и службенике Републике Србије који се баве међународним пословима;

- учешћем државних службеника Републике Србије задужених за европске интеграције на обукама које се организују у Републици Француској, а нарочито на Високој школи за јавну администрацију (ЕНА);
- пружањем техничке помоћи од стране Републике Француске;
- кроз размену државних службеника, нарочито између Канцеларије за европске интеграције и Министарства спољних послова, за Републику Србију, и Генералног секретаријата за европске послове, за Републику Француску, која се по потреби може проширити на службенике у одељењима за европске интеграције надлежних министарстава Владе Републике Србије.

Ови облици сарадње могу се уређивати у оквиру посебних споразума или, када је то могуће, у оквиру административних уговора закључених између надлежних министара Страна, а нарочито у областима јачања правне државе, здравства, образовања и културе.

#### **Члан 3.**

Са циљем да се унапреди подударност ставова Страна, а у овом случају да се олакша укључивање Републике Србије у заједничко деловање Европске уније, а нарочито у припреми њеног учешћа у европским операцијама за управљање кризама, Стране јачају политички дијалог на теме Заједничке спољне и безбедносне политике (ЗСБП) и Заједничке безбедносне и одбрамбене политике (ЗБОП) Европске уније.

### **Поглавље II : Развој сарадње и размене информација у вези са економским и енергетским питањима и питањима из области животне средине**

#### **Члан 4.**

У циљу развоја економске сарадње и трговинске размене, доприносиће нарочито у области одрживог развоја и јачања конкурентности предузећа, Стране ће се нарочито залагати за :

- охрабривање инвестиција, гарантујући повољну климу (лојална конкуренција, правна сигурност, транспарентност тржишта некретнина, поштовање интелектуалне својине);
- развој јавно-приватног партнерства и концесија, нарочито за велике инфраструктурне пројекте у областима енергетике, нових технологија у информатици и комуникацијама, саобраћаја и животне средине;
- ојачавање билатералне сарадње у домену урбане инфраструктуре, а посебно на реализацији пројекта београдског метроа, на коме би Француска била стратешки партнер Србије по потписивању изјаве о намерама између српске и француске владе и градских власти Београда, која би садржала узајамно прихватљиве и усаглашене модалитете за пројекат метроа;
- повећање истраживања и информисања о тржиштима са циљем да се промовише размена између пословних заједница и да се ојача сарадња привредних комора у секторима индустрије и услуга;
- поспешивање индустријске и техничке сарадње кроз заједничку производњу, заједничка предузећа, заједничко коришћење и трансфер умећа и технологије;

- разматрање начина да се побољша приступ привредним субјектима из Републике Србије у франкофоне земље, укључујући и Републику Француску, нарочито у оквиру Франкофоновог пословног форума;
- сарадња у области геологије.

#### Члан 5.

У складу са стратесијом „Европа 2020“ за паметан, одржив и свеобухватан раст, Стране придају посебан значај развоју иноваторских пројеката, нарочито у областима телекомуникација, животне средине, саобраћаја и пољопривреде укључујући рурални развој.

#### Члан 6.

Стране су сагласне да заједнички делују ради успостављања законодавног оквира намењеног преузимању правних тековина Европске уније у области енергетике, као што је то установљено у Уговору о оснивању енергетске заједнице чији је Република Србија члан и омогућавања преузимања основних циљева европске политике о енергији која се односи на:

- гарантовање сигурности у снабдевању енергијом;
- модернизација производне инфраструктуре и складиштења као и дистрибутивне мреже како би се осигурао оптимални ниво конкурентности на тржишту енергије;
- промовисање одрживости различитих извора енергије путем иноваторских технологија.

У том циљу, охрабрује се размена технологија. Она посебно омогућава да се побољша продуктивност инфраструктуре.

#### Члан 7.

У области заштите животне средине, Стране остварују сарадњу у оквиру преузимања правних тековина Европске уније предвиђених Уговором о оснивању енергетске заједнице. Ово се посебно односи на реализацију пакета „енергија-клима“ који су усвојили Европски парламент и Савет Европске уније у децембру 2008. године. Овај процес може да буде праћен јачањем веза између Страна кроз следеће аспекте :

- охрабривање научне и техничке сарадње у области ниско-карбонске енергије и јачање веза између научних установа две земље;
- трансфере иноваторских технологија и узајамна улагања како би се дала предност индустријском развоју у областима обновљивих извора енергије (сунчева светлост, ветар, биомаса, геотермичка топлота, хидро-енергија) и нуклеарне енергије за цивилне потребе;
- промовисање заштите животне средине, као и едукација и укључивање грађана у заштиту животне средине;
- помоћ при успостављању новог законодавства о обновљивој енергији која даје предност улагањима у трајни раст и „зелену економију“.

### Поглавље III: Сарадња у области одбране

#### Члан 8.

Стране су сагласне да унапреде партнерство у области одбране, а посебно место поклањају јачању веза у области одбране. Стране, свесне нарастајућих безбедоносних изазова и све специфичнијих војних потреба које су везане за те изазове, заједнички развијају своје капацитете у циљу одговора на захтеве за спољним, хуманитарним апажовањем или аптажовањем на очувању мира.

У том циљу, стране сарађују:

- у области политике одбране;
- на развијању структура и капацитета одбране.

Стране се залажу за јачање нивоа интероперабилности њихових копнених и ваздушних снага, и то нарочито кроз:

- заједничке акције почетне и континуиране обуке људства;
- истраживања и вежбе;
- развој сарадње између Страна у области наоружања.

Области и начيني спровођења сарадње у области одбране дефинисани су посебним споразумима или административним уговорима.

### Поглавље IV: Универзитетска, научна, лингвистичка и културна сарадња

#### Члан 9.

Стране, у циљу поспешивања интеграција Републике Србије у европски простор високог образовања, охрабрују сарадњу универзитетских и научних заједница и институција.

У том циљу, оне подржавају размену студената, првенствено на нивоу мастера и доктората, професора и истраживача, у оквиру партнерства између установа или институција високог образовања или истраживачких институција. Стране координирају активности подршке овим облицима размене, нарочито кроз програме стипендирања студената. Стране охрабрују заједничко учење српских и француских партнера на пројектима које финансирају европски програми.

#### Члан 10.

Стране охрабрују учење и ширење језика друге Стране на својој територији. У том циљу, Стране подржавају развој двојезичних одељења у Републици Србији као и успостављање педагошке обуке за предаваче француског језика и увођење ДЕЛФ-а (Сведочапство о знању француског језика) у образовни систем Републике Србије. Стране изнова потврђују своју подршку катедрама за француски језик у Републици Србији и катедрама за српски језик у Републици Француској, подржавају приближавање њихових образовних система у оквиру европског простора високог образовања. Стране се залажу за присуство лектора на француским и српским универзитетима.

**Члан 11.**

Стране заједно раде на отварању француско–српске гимназије у Београду чија ће мисија бити да образује ученике из области француског језика и културе. Стране сарађују како би обезбедиле овој установи потребан простор за њен развој.

**Члан 12.**

Стране развијају сарадњу у области културне размене. Радњи на томе оне се посебно ослањају на своја надлежна министарства (и на њихове дирекције/представничка тела) и на своје националне институције у области културе.

Стране дају посебан значај унапређењу културне разноликости као главном циљу културних политика обе земље. У складу с тим, стране нарочито подстичу мобилност уметника и уметничких дела.

Стране подржавају контакте међу институцијама, експертима и уметницима како би се унапредила размена идеја и мишљења о савременим темама, а нарочито о изазовима глобализације.

Стране промовишу сарадњу у области очувања културног наслеђа, које укључује њихову културну и историјску баштину и идентитет.

**Члан 13.**

Стране сарађују у оквиру институција Франкофоније. Влада Републике Француске се залаже да унапреди веће укључивање Републике Србије и да јој олакша коришћење инструмената и субјеката на пољу Франкофоније, а нарочито Универзитетске агенције за Франкофонију (АУФ) и Међународног удружења франкофоних градоначелника (АИМФ).

**Поглавље V: Учвршћивање веза у области безбедности и унутрашњих послова****Члан 14.**

Стране сарађују у борби против различитих облика организованог криминала, укључујући и кроз споразум о унутрашњој безбедности, имајући за циљ:

- да јачају оперативну сарадњу између две земље нарочито против различитих облика нелегалне трговине на Балкану. Стране пажљиво узимају у обзир приликом својих акција регионалну димензију ових појава промовишући нарочито јачање регионалне сарадње у борби против организованог криминала;
- да помогну Републици Србији у реформама обуке запослених, сарадње међу службама, професионализације јединица за интервенције, заштите личних података како би се она ускладила са европским стандардима у овим областима и како би се олакшало Републици Србији касније прикључивање у системе размене информација.

**Члан 15.**

Стране налазе начине да заједнички делују и да јачају сарадњу у области цивилне заштите и одговора на природне катастрофе и/или велике технолошке хаварије, као и да обезбеде подршку развоју у Републици Србији капацитета геоинформатике, метеорологије и климатских услуга примењивих у овој области.

**Члан 16.**

У оквиру либерализације визног режима између Републике Србије и њених партнера из шенгенске групе, стране заједнички делују како би се обезбедило боље управљање миграцијом становништва, укључујући и ефикасније функционисање процедура реадмисије.

**Поглавље VI: Завршне одредбе**

**Члан 17.**

Сваки спор који се односи на тумачење или спровођење овог споразума Стране решавају путем преговора, дипломатским путем.

**Члан 18.**

Овај споразум ступа на снагу тридесет дана од дана пријема последњег обавештења којим се Стране међусобно обавештавају о испуњењу уставних процедура неопходних за ступање на снагу Споразума.

Овај Споразум може да откаже једна или друга уговорна страна три месеца унапред, дипломатским путем.

У потврду чега су, прописно овлашћени представници две стране, ставили своје потписе на крају овог споразума.

Сачињено у *Паризу*..... дана *9. априла 2011.* у два истоветна примерка на француском и српском језику, при чему су оба текста подједнако веродостојна.

За Владу Републике Француске



За Владу Републике Србије

